

PREFECTURE DE L'AIN

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Réf. captMijou - N° 97085

RECUE

22 JUIL. 1997

DDAJS
Santé Environnement

Arrêté

**portant autorisation au profit de la communauté de communes du
Pays de Gex, des captages d'eau potable des sources de "la Batarde",
"la Périssaude" et du "Bief de l'Etang" situés sur le territoire de la
commune de MIJOUX, et implantation des périmètres de protection de
ces captages sur les communes de MIJOUX et de GEX.
Déclaration d'utilité publique.**

**Le Préfet de l'AIN
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu les articles L 20 et L. 20-1 du code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des
eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi
n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur
pollution ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à
l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990, le décret
n° 91-257 du 7 mars 1991 et le décret n° 95-363 du 5 avril 1995 ;

Vu les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 portant application de l'article 10 de la
loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, et notamment la rubrique 1.1.0-2° de la nomenclature des opérations
soumises à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau ;

Vu les délibérations en date des 9 mars 1993 et 28 août 1995 par lesquelles le conseil
municipal de MIJOUX a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de
réaliser le projet de protection des captages d'eau potable des sources de "la Batarde", "la Périssaude" et
du "Bief de l'Etang" sur le territoire de la commune de MIJOUX ;

- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les
dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

Vu le dossier établi à l'appui de cette délibération ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 31 mai 1995 et du 26 juin 1995 portant création de la communauté de communes du Pays de Gex et attribuant à ladite communauté de communes compétence en matière de production, transport et distribution d'eau potable ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 1996 ordonnant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le territoire de la commune de MIJOUX, pendant une période de 19 jours consécutifs, du 16 septembre au 4 octobre 1996 inclus ;

Vu les résultats de l'enquête publique précitée et notamment l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 2 novembre 1996 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de GEX en date du 17 mars 1997 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 7 mai 1997 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRETE -

Article 1er : Est déclaré d'utilité publique au profit de la communauté de communes du Pays de Gex, le projet précité de protection des captages d'eau potable des sources de "la Batarde", "la Périssaude" et du "Bief Bruyant", sur le territoire de la commune de MIJOUX.

Article 2 : La communauté de communes du Pays de Gex est autorisée à :

- utiliser l'eau des sources de "la Batarde", "la Périssaude" et du "Bief Bruyant" en vue de la consommation humaine,
- mettre en place des périmètres de protection pour ces captages, sous réserve de la réalisation des travaux préconisés à l'article 6 ci-après et de la mise en oeuvre des servitudes mentionnées à l'article 9 du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration au titre de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992.

Article 4 : Compte tenu de la qualité des eaux brutes, les eaux des sources "la Batarde", "la Périssaude" et du "Bief Bruyant" devront faire l'objet d'un traitement de stérilisation avant distribution.

Les eaux distribuées devront répondre aux critères de qualité fixés par le code de la santé publique.

Article 5 : Un cahier d'exploitation des ouvrages destinés à l'alimentation en eau sera établi par l'exploitant et mis à la disposition de l'autorité sanitaire. Sur ce cahier seront consignées les dispositions prises au niveau des ouvrages de captages, de stockage ou de traitement ainsi que les principaux événements susceptibles d'être à l'origine des pollutions des ressources en eau.

Article 6 : Les travaux d'amélioration suivants, devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté :

Pour l'ensemble des sources :

- clôture du périmètre immédiat,
- nettoyage régulier des abords.

Source de "la Batarde" :

- débroussaillage et nettoyage du site,
- démolition et reconstruction du regard du captage.

Source de " la Périssaude" :

- déboisement, défrichage et nettoyage autour des captages,
- remodelage du terrain en amont,
- étanchéification de l'arrière des 2 ouvrages .

" Bief Bruyant" :

- déboisement, défrichage et nettoyage du site,
- reconstruction du regard de captage .

Article 7 : Les stations de traitement devront être équipées de dispositifs signalant les défauts de fonctionnement ainsi que d'un dispositif de mesure des volumes journaliers prélevés.

Article 8 : La communauté de communes du Pays de Gex devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 9 : Il sera établi autour des ouvrages de captages, trois périmètres de protection dont les limites figurent sur les plans parcellaires figuratifs qui resteront annexés au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

1) ZONE DE PROTECTION IMMEDIATE :

Cette zone, strictement interdite au public, est entourée d'une clôture solide et infranchissable.

Toutes activités sont interdites à l'exception des activités de service.

La zone de protection immédiate est classée en zone ND du plan d'occupation des sols de MIJOUX.

2) ZONE DE PROTECTION RAPPROCHEE :

Dans cette zone sont interdits toutes activités et/ou rejets susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

A l'intérieur de ce périmètre sont notamment interdits :

- les puisards absorbants, le fonçage de puits, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert,
- le rejet dans le sol des huiles et lubrifiants,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondiçes, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières usées ou dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers, des eaux usées, des boues de station d'épuration,
- l'installation d'ouvrages de traitement des eaux usées individuels ou collectifs,
- l'installation d'ouvrages d'évacuation d'eaux usées brutes ou après traitement, de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de produits chimiques,
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local abritant des animaux,
- la mise en place d'abreuvoirs ou de mangeoires à moins de 50 mètres du périmètre de protection immédiate,
- les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles (ensilage, refus de distillation...),
- les terrains de camping et les cimetières,
- les constructions à usage d'habitation,
- les constructions artisanales et industrielles,

Les pratiques culturales devront limiter la pollution agricole des eaux souterraines : choix des dates des épandages agricoles, doses limitées aux seuls besoins des plantes.

La zone de protection rapprochée est classée en zone ND du plan d'occupation des sols de MIJOUX.

3) ZONE DE PROTECTION ELOIGNEE :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits :

- les puits absorbants, le rejet dans le sol d'huiles, lubrifiants et de détergents, les décharges d'ordures, les carrières, les cimetières.

Pour tout aménagement risquant de nuire à la qualité des eaux superficielles et/ou souterraines, devra être produite une étude hydrogéologique précise et détaillée montrant un impact nul ou négligeable sur la qualité des eaux.

Article 10: La communauté de communes du Pays de Gex est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Article 11: L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 12: Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13: Le président de la communauté de communes du Pays de Gex devra :

- d'une part, notifier le présent arrêté à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- d'autre part, publier ledit arrêté à la conservation des hypothèques.

Article 14: - le secrétaire général de la préfecture,
- le sous-préfet de GEX,
- le président de la communauté de communes du Pays de Gex,
- le maire de MIJOUX,
- le maire de GEX,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et ampliation adressée aux :

- commissaire-enquêteur,
- directeur départemental de l'équipement,
- directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- directeur des services fiscaux à BOURG-en-BRESSE.

Fait à BOURG-en-BRESSE, le 17 JUIL. 1997

Le préfet,
Pour le Préfet
le Secrétaire Général
signé : François LOBIT



Pour ampliation
Le chef de bureau

Isabelle VIGNAGA